



---

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

---

### MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

#### Procédure M\_3257

**Pouvoir adjudicateur** : GCS UniHA –83 Boulevard Marius Vivier Merle – 69003 LYON

**Objet du marché** : Désignation du commissaire aux comptes pour la certification des comptes

**Procédure** : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**Technique d'achat** : Accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## Table des matières

<b>ARTICLE 1: CONTEXTE</b>	3
<b>ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE</b>	4
<b>ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES</b>	6
3.1 - Obligations générales des Titulaires de l'Accord Cadre	6
3.2 – Définition des prestations	6
3.2.1 : Mission de certification des comptes	6
3.2.2 : Rapport annuel EIP	7
3.2.3 Services autres que le commissariat aux comptes (SACC)	7
3.3 - Modalités d'organisation et d'exécution de la prestation	7
<b>ARTICLE 4 : PRESTIQUE RELATIVE A L'AUTOREVISION</b>	8
<b>ARTICLE 5 : DESIGNATION D'UN SUPPLEANT</b>	9

## ARTICLE 1: CONTEXTE

---

L'article 17 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, a inscrit dans le code de la santé publique, à l'article L.6145-16, le principe de la certification des comptes de certains établissements publics de santé.

Les premières certifications se sont déroulées par vague conformément aux décrets correspondants désignant les établissements éligibles.

Dans la continuité des précédents accords-cadres sur la désignation du commissaire au compte, le GCS UniHA lance un accord-cadre relatif à **la mission légale de commissariat aux comptes qui recouvre la certification des comptes annuels des établissements hospitaliers adhérents au GCS UniHA.**

Cet Accord-cadre est mis à la disposition de tous les établissements hospitaliers publics adhérents au GCS UniHA quelle que soit leur vague de première certification.

Les établissements de la première vague (certification des comptes 2014 puis 2020) qui doivent renouveler leur mandat pour la certification de leurs comptes 2026 seront les premiers à solliciter ce nouvel accord-cadre.

Les établissements adhérents d'UniHA n'ayant jamais fait l'objet d'une certification mais devant ou souhaitant rentrer dans cette démarche pourront également solliciter cet Accord-cadre.

## ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

---

Le présent marché consiste en l'exécution des prestations relevant du mandat de commissaire aux comptes tel que prévu par l'article L 6145-16 du code de la santé publique dans les conditions mentionnées au titre II du livre 8 et à l'article L821-64 du Code du commerce.

### **L'objet du marché consiste en :**

**La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer, en application de l'article L821-40 du code de commerce, le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.**

La mission générale comporte deux volets indissociables :

- d'une part la certification des comptes annuels, et,
- d'autre part les vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Pour les établissements sollicitant ce marché pour leur première année de certification, cette mission comprend les travaux de validation du bilan d'ouverture.

L'établissement public de santé a la possibilité de procéder à la nomination de deux commissaires aux comptes qui exercent leur mission en application de la norme d'exercice professionnel 100.

### **La consultation porte sur les missions suivantes :**

- Le contrôle et la certification des comptes annuels de l'établissement, incluant la validation du bilan d'ouverture ;

Les comptes annuels comprennent : le bilan, le compte de résultat et l'annexe du compte financier.

Les vérifications spécifiques portent sur la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport visé à l'article 1 du décret n°2013-1238 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé.

Cette prestation implique également la réalisation d'un rapport d'audit pour des établissements EIP ;

- L'accomplissement de Services autres que la certification des comptes (SACC) tels que prévus par l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes.

Les spécifications du présent document sont des exigences minimales et peuvent être complétées par le cahier des charges propre au marché subséquent.

### **Mission de l'établissement de Santé :**

L'établissement public de santé est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière. Ses missions sont définies à l'Article L. 6111-1 du code de la santé publique.

Une description précise de l'établissement sera rédigée dans le CCAP du marché subséquent comprenant au minimum les informations suivantes :

- La présentation succincte de l'établissement (activités de l'hôpital, nombres de sites, les chiffres clefs) ;
- Le dernier rapport du Commissariat aux Comptes (si possible) ;
- Les moyens financiers (Budget de l'année N) avec les données comptables et budgétaires qui seront annexées à la consultation ;
- Les ressources humaines (nombres d'agents et répartition entre personnel médical et personnel non médical) ;
- Les organes de gouvernance ;
- L'organisation administrative de l'établissement (directions fonctionnelles et pôles d'activité) ;
- Etablissement EIP ou non ;
- L'organisation comptable et financière ;
- La présentation du système d'information de gestion de l'établissement.

*Le comptable public de l'ensemble des établissements publics de santé est doté d'un progiciel dénommé HELIOS servant à payer les ordres de payer émis par l'ordonnateur, à recouvrer les ordres de recouvrer émis par ce dernier, à tenir la comptabilité générale de l'établissement et à établir à la clôture de l'exercice la plupart des états financiers soumis au certificateur (notamment le bilan et le compte de résultat). Une documentation relative à ce système d'exploitation développé et exploité par la Direction générale des finances publiques (ministère chargé du budget) sera remise à chaque titulaire des marchés subséquents.*

## ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES

---

La durée du mandat de commissaire aux comptes est de six exercices.

Le présent accord cadre couvre des mandats des exercices à partir de 2020 des établissements bénéficiaires.

### 3.1 - Obligations générales des Titulaires de l'Accord Cadre

Les modalités d'organisation et d'exécution de l'Accord Cadre sont celles définies par les textes législatifs et réglementaires applicables à la profession de commissariat aux comptes et par les normes d'exercice professionnel actuellement en vigueur et à venir.

Chaque Titulaire des Marchés Subséquents sera tenu d'exercer sa mission conformément aux textes précités.

Il justifiera notamment son indépendance vis-à-vis de l'établissement.

### 3.2 – Définition des prestations

#### *3.2.1 : Mission de certification des comptes*

La mission se déroulera en 3 phases :

- Planification de l'audit
- Phase préliminaire à l'arrêté des comptes
- Audit des états financiers.

Les principaux éléments attendus sont rappelés dans le tableau suivant :

Phases de l'audit	Documents / livrables	Communication / restitutions
Planification de l'audit	•Lettre de mission comprenant notamment le plan de mission et le Calendrier de l'intervention (NEP 210).	•Réunion de lancement de la mission avec l'ordonnateur et le comptable public.
Phase préliminaire	•Synthèse des points de contrôle interne.	•Réunion de présentation des points de contrôle interne.
	•Recommandations à mettre en œuvre.	
Audit des états financiers	•Synthèse des points d'audit.	•Réunion de présentation des résultats de l'audit avec l'ordonnateur et le comptable public.
	•Support de présentation au Conseil de surveillance.	•Présentation du rapport au Conseil de surveillance.
	•Rapport légal sur les comptes annuels.	

Par ailleurs, le titulaire fournit régulièrement une information sur les évolutions normatives et de pouvoir répondre aux questions techniques.

Au titre du premier exercice soumis au contrôle des commissaires aux comptes, le bilan d'ouverture fera l'objet d'un audit conformément à la NEP 510.

### 3.2.2 : Rapport annuel EIP

Le titre II du livre 8 du code de commerce inclut désormais (cf. l'article L. 821-63 III du code de commerce), la réalisation d'un rapport complémentaire au comité d'audit, s'agissant des établissements de santé susceptibles d'être **qualifiés « d'entités d'intérêt public »**.

Il s'agit d'un rapport spécifique à destination du comité d'audit. Il devra couvrir notamment les thèmes suivants : -

- a) Éléments présentant au comité d'audit l'indépendance du CAC dans l'exercice de ses fonctions
- b) Éléments relatifs au déroulement de la mission (périmètre, planning, méthodologie, seuil de significativité)
- c) Éléments relatifs aux résultats de l'audit (Difficultés rencontrées pendant l'audit, recours éventuel à des experts, risques sur continuité d'exploitation, risques de fraude, évolution stratégique et organisationnelles majeures, points forts et faibles du Contrôle interne ; sujets d'attention comptables et financier, synthèses des écarts et anomalies non corrigées).

Le titulaire de chaque marché subséquent s'engage à réaliser cette prestation sur demande des établissements éligibles.

Cette prestation n'est possible qu'en complément de la mission définie à l'article 3.1.1.

### 3.2.3 Services autres que le commissariat aux comptes (SACC)

En relation avec la mission légale, des travaux complémentaires d'audit pourront être menés par les commissaires aux comptes conformément à l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes.

Ces prestations supplémentaires seront indiquées lors de la passation du marché subséquent par l'établissement bénéficiaire et/ou à survenance du besoin.

## 3.3 - Modalités d'organisation et d'exécution de la prestation

Le rapport du ou des commissaires aux comptes doit être remis, au plus tard, dans des délais qui permettent une approbation du compte financier, conforme aux dispositions du décret n° **2013-1238** du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé (approbation au plus tard le 30 juin de l'année qui suit) et au moins 15 jours avant la date du conseil de surveillance devant adopter les comptes.

Le rapport de certification est aussi communiqué au comptable public, en parallèle de son envoi à l'ordonnateur (article L821-64 du code du commerce).

La validation des livrables aura lieu après approbation des comptes par le conseil de surveillance.

## ARTICLE 4 : PRESTIQUE RELATIVE A L'AUTOREVISION

---

L'attention du Titulaire est attirée sur le respect du code de déontologie de la profession.

Le Titulaire du marché subséquent devra être très vigilant concernant le respect des pratiques d'auto révision.

Il devra se référer à la documentation issue **de la Haute Autorité de l'Audit (H2A)** qui fait autorité en la matière nommé « Identification d'une Bonne Pratique Professionnelle relative à l'Autorévision ».

*Cette pratique professionnelle est destinée à aider le Commissaire aux comptes dans ses prises de décisions relatives à l'acceptation ou au maintien de son mandat en explicitant la démarche qu'il doit adopter pour appréhender les situations d'autorévision, le risque d'autorévision susceptible d'en résulter, et le cas échéant la possibilité de mettre en place des mesures de sauvegarde appropriées. Compte tenu du caractère particulier de chaque situation, il convient de souligner l'importance à accorder à l'analyse des prestations par le commissaire aux comptes.*

Le Titulaire devra impérativement joindre dans son offre du marché subséquent **la déclaration d'indépendance du commissaire aux comptes.**



## ARTICLE 5 : DESIGNATION D'UN SUPPLEANT

---

Si le candidat au marché subséquent est une personne physique ou une personne morale unipersonnelle, il doit désigner dans sa proposition un suppléant dans le seul but de pallier à une éventuelle défection.

Conformément à l'article L821-40 du Code de commerce, le suppléant peut être amené à remplacer le titulaire en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

Le titulaire du marché subséquent a le droit de démissionner même pour convenances personnelles, mais non de manière intempestive, ou pour se soustraire à l'exécution d'une obligation légale, dans des conditions génératrices de préjudice pour l'établissement bénéficiaire.

Le suppléant désigné ne peut prétendre à aucune rémunération dans le cadre de sa mission de suppléant.

En cas de remplacement du titulaire, le suppléant accepte les clauses du présent marché sans n'y apporter aucune modification.

Les prestations, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif, demeurent identiques dans les conditions établies lors de la notification du marché subséquent entre le Titulaire et l'établissement bénéficiaire.